

Depuis 2000

- La violence antisémite augmente, notamment en France.
- L'antisémitisme musulman se développe et acquiert une dimension identitaire également parmi les minorités musulmanes en Europe. Robert Wistrich (2002) tira la sonnette d'alarme il y a plus de vingt ans, et alla même plus loin en dénonçant la «*rhétorique génocidaire*» des mouvements islamistes comme le Hamas et le Hezbollah. Selon Bernard Harrison (*in* A.H. Rosenfeld, 2015), pour les salafistes et les partisans les plus radicaux de l'islam politique, notamment ceux qui rêvent de restaurer le califat, «les Juifs» et Israël menacent l'unité et l'existence de l'Oumma. De là à préconiser leur élimination, il n'y a qu'un pas...

- Une poussée religieuse, identitaire et conservatrice se manifeste chez les Juifs de France.

- En Israël même, la démoralisation s'étend dans le «camp de la paix». Selon D. Hirsh (2018), le mouvement de la paix rend la droite responsable de l'échec du processus de paix, mais ce courant n'a pas su analyser ses propres erreurs, définir une stratégie en direction des travailleurs israéliens juifs et arabes, et en direction des Palestiniens.

- D'après lui, cette démoralisation et cette démobilisation ont conduit une partie de la gauche israélienne à considérer que leur pays était en voie de fascisation : «*ils ont l'impression que l'ennemi principal est chez eux ; et le mouvement antisioniste international est d'accord avec eux : l'ennemi principal est en Israël*».

Selon D. Hirsh, cette démission de la gauche israélienne a conduit à diaboliser encore plus Israël à l'échelle internationale, en accusant cet État de tous les maux de la planète et en lui donnant un rôle géopolitique central dans l'imaginaire de la gauche, rajeunissant ainsi un vieux stéréotype antisémite sur le complot juif international, devenu désormais le complot sioniste international. Depuis que D. Hirsch a avancé ces hypothèses, le 6^e gouvernement présidé par Netanyahou a intégré, en novembre 2022, plusieurs ministres issus des partis d'extrême droite et des groupes religieux les plus obscurantistes et réactionnaires.

La récente guerre commencée par Israël après les assassinats de masse commis par le Hamas le 7 octobre 2023 a poussé la gauche et l'extrême gauche à dévoiler qu'elles n'ont rien à f... des Juifs et de l'antisémitisme. Cette guerre a également permis à la droite et à l'extrême droite françaises de se poser en «protectrices des Juifs» – un comble quand on connaît leur histoire. Sur les conséquences du 7 octobre 2023 et ce qu'ont révélé les réactions de la gauche face à ce massacre de masse («révélé» du moins à ceux qui se fermaient les yeux depuis des années et ont brusquement décidé de les ouvrir – et qui sont peu nombreux) je ne peux que conseiller l'excellente interview de Tal Bruttman (2024) dans la revue en ligne *K* et les divers articles cités dans la bibliographie à la fin de ce texte.

Selon Simon Epstein, la quatrième vague internationale d'antisémitisme a commencé en octobre 2000 avec le déclenchement de la deuxième Intifada... et ne semble pas s'être éteinte depuis.

* CONTEXTE INTERNATIONAL

Selon David Hirsh (2018), «*En 2001, la conjonction de trois événements annonce le retour de l'antisémitisme comme une tentation pour les progressistes. A Durban se tient une importante conférence durant laquelle le sionisme est présenté comme le racisme le plus significatif sur cette planète. Le mardi suivant, le 11 septembre, les Etats-Unis sont attaqués par Al-Qaida. La même année, le processus de paix entre Israël et les Palestiniens s'effondre, et la Deuxième Intifada normalise de nouveau l'assassinat de civils juifs comme un moyen de résister à l'oppression.*»

A Durban, en Afrique du Sud, pendant plusieurs jours «des acteurs étatiques et des centaines d'organisations non gouvernementales du monde entier pointèrent du doigt Israël, le sionisme et parfois les Juifs en tant que tels, comme des individus particulièrement malfaisants qui violaient les

"valeurs de gauche"» (Edelman, 2008 cité dans Tomer Bar-Lavi, 2018). Durban aura aussi d'autres conséquences : «*Devant l'expérience et le traumatisme vécus à Durban, un certain nombre d'ONG juives réagirent en se retirant au sein de l'OSCE et de l'Union européenne, où elles arrivent à se faire entendre. Et c'est ainsi que la polarisation idéationnelle entre Blancs et Noirs finit par trouver une traduction institutionnelle. Durban dominé par des États qui se considéraient comme non-blancs représenta une façon de définir l'antisémitisme. [...] l'OSCE allait pouvoir être décrite comme une coalition d'États blancs et les organisations juives réussirent à faire accepter une définition très différente de l'antisémitisme.*» (D. Hirsh, 2018).

Habituellement il est normal qu'un groupe dominé fasse entendre sa voix et veuille définir l'oppression dont il est victime. Dans le cas des Juifs, ce droit leur est dénié par les «antisionistes» qui les accusent d'être de mauvaise foi et de se prendre pour le «peuple élu», expression dont ils ne comprennent pas le sens et vieille accusation chrétienne reprise par tous les antisémites depuis des siècles.

– 2005 : La campagne BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) prend le relais du boycott lancé par la Ligue Arabe le 2 décembre 1945 (donc avant la création d'Israël) contre «les produits et les biens manufacturés juifs» ou «sionistes», et se développe dans les pays occidentaux.

Si l'on en croit David Hirsh (2018), cette campagne serait née dans la tête de militants britanniques de gauche qui voyagèrent en Palestine entre 2003 et 2005 pour convaincre des associations locales de la lancer et lui donner une légitimité «autochtone».

Il faut bien comprendre l'intérêt de reprendre le flambeau de la lutte anti-apartheid, en ciblant cette fois Israël. Selon Dave Rich (2018), le mouvement anti-apartheid, au Royaume Uni, est né dans des milieux marginaux pour finalement «façonner l'opinion publique. Il a réussi à présenter la lutte contre l'apartheid à la fois comme un problème de droits humains et comme une cause morale, que chacun pouvait soutenir, simplement en choisissant quelles oranges acheter dans son supermarché local. Ce mouvement a un statut mythologique à gauche qui confère immédiatement une autorité morale à quiconque s'y engage. Le mouvement propalestinien n'a jamais joui d'un tel soutien, d'une telle influence ou d'un tel poids moral¹, mais se définir comme un nouveau mouvement anti-apartheid pouvait être un moyen d'acquiescer ce statut».

Les comparaisons entre l'Afrique du Sud, l'Allemagne nazie et Israël se multiplient, y compris dans les ONG, comme lors de la conférence de Durban en 2001, relançant, grâce à Internet et aux réseaux sociaux, la campagne initiée par l'URSS stalinienne et ses satellites après la Guerre des Six Jours. Campagne qui d'ailleurs avait été suggérée dès le 2 décembre 1945 par la Ligue arabe.

– Le gouvernement iranien organise des concours de caricatures antisémites (2006) et des conférences pour promouvoir le négationnisme.

La dernière conférence de Simon Epstein sur les quatre cycles de l'antisémitisme depuis 1945 ayant été prononcée en 2007, j'ignore quelles sont ses conclusions aujourd'hui. En tout cas, il signalait une évolution en dents de scie avec des années plus «fertiles», si j'ose dire, en attaques antisémites que d'autres. En revanche, ses hypothèses n'ont fait que se vérifier, notamment en France.

1. Les bombardements meurtriers et les crimes de guerre commis par l'État israélien suite à l'assassinat de masse commis par le Hamas le 7 octobre 2023 ont provoqué une indignation morale sans précédent à l'échelle mondiale. Ces événements vont sans doute renforcer la popularité de la thèse de l'apartheid en Israël/Palestine, d'autant que l'accusation d'un génocide en préparation a été portée devant la Cour pénale internationale par l'Afrique du Sud, État qui, pourtant, ferme pieusement les yeux sur les génocides en cours contre les Ouïghours et les Rohingyas.

Epstein soulignait en 2007 que la violence antisémite était à 70 % le fait des fils et petits-fils des immigrés d'origine arabe, turque, pakistanaise, etc. (selon les pays) et de confession musulmane. Il notait aussi que les musulmans antisémites ne profanaient pas les cimetières juifs (même s'ils commettent ce type d'actes dans le monde dit «arabo-musulman»), mais attaquaient les personnes ou les synagogues, et que les jeunes fascistes dits «européens» étaient toujours à l'origine des profanations de cimetières juifs ou musulmans.

Simon Epstein a fait un constat qui est toujours valable, même après les attentats de 2015 et 2016, et les attaques survenues en 2017 et 2018.

Durant les trois premières vagues d'attaques antisémites (1959-1960 ; 1974-1982 et 1986-1990/1992), la mobilisation de la gauche et de l'extrême gauche, des syndicats, des organisations des droits de l'homme, etc., n'a pas posé de problème grave. Elle a été massive comme l'ont prouvé les manifestations après l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic en 1980, ou contre la profanation des sépultures de Carpentras en 1990. **Mais tout le monde pensait que les attentats ou les profanations avaient été commis par des fascistes.**

En revanche, depuis la quatrième vague d'attaques antisémites qui a commencé en 2000 selon Simon Epstein, les mobilisations de la gauche et de l'extrême gauche contre l'antisémitisme ont été très faibles, voire inexistantes. En témoignent les réactions peureuses de la gauche et de l'extrême gauche face à l'assassinat d'Ilan Halimi (2006), aux meurtres de Mohamed Merah (2012), aux campagnes antisémites de Dieudonné (à partir de 2004, voire avant), aux meurtres commis à l'hypercacher de Vincennes en 2015, aux assassinats de Sarah Halimi en 2017 et de Mireille Knoll en 2018². Les attaques ne viennent plus de néonazis ou de gens faisant appel aux signes néonazis, mais de descendants d'anciens colonisés, de prolétaires, etc. On observe donc beaucoup moins de solidarité envers la minorité juive dans la société française. Cela crée un grand désarroi, inédit lors des vagues précédentes, selon Simon Epstein, et cela renforce le sentiment chez les Juifs de devoir être toujours une communauté protégée soumise aux aléas des politiques gouvernementales.

– Antisémitisme et jeunes «musulmans» en Europe : des enquêtes pessimistes

Günther Jikeli dans son livre sur l'antisémitisme chez les «jeunes musulmans» (2015) et dans sa conférence en français sur akadem.org fait les constatations suivantes :

L'antisémitisme musulman³ n'est pas organisé pour le moment dans des partis politiques mais est plus fort et plus violent depuis l'année 2000 ; certes, les djihadistes et les islamistes ont leur part de

2. Signalons, par exemple, cet article caricatural de Dominique Vidal, (<https://blogs.mediapart.fr/dominique-vidal/blog/020418/crif-le-roi-est-nu>), ce journaliste et «historien» (?) que l'on voit, entend ou lit dans tous les médias. Je me permets de souligner son omniprésence parce que, selon les «antisionistes», les médias français seraient pro-israéliens : il suffit pourtant de consulter la vidéo «Comprendre la colonisation en 5 minutes», diffusée sur le site du *Monde*, ce «journal de référence» de la bourgeoisie française, pour constater qu'il s'agit d'un mensonge éhonté. A propos de l'assassinat de Mme Knoll, donc, Dominique Vidal consacre beaucoup plus de lignes à dénoncer le CRIF qu'à décrire la montée de l'antisémitisme meurtrier en France. Il cite même à l'appui de sa démonstration bancal des statistiques comparant l'antisémitisme et le racisme antimusulmans, mais il «oublie» de mentionner ce qui fausse (falsifie même) sa comparaison : **il y a entre 6 et 10 fois plus de musulmans que de Juifs en France**, et les actes antisémites (même dans les «meilleures» périodes pour les Juifs) sont trois fois plus élevés que les actes antimusulmans. Sans parler des meurtres antisémites, à propos desquels Vidal chipote...

3. Dans son *Histoire des Juifs d'Afrique du Nord* (1998), A. Chouraqui établit une différence fondamentale entre, d'un côté, «l'antisémitisme occidental contemporain» fondé sur un «mouvement

responsabilité mais pas seulement. Les actes antisémites sont majoritairement commis par des musulmans ; le niveau d'antisémitisme est 2 à 5 fois plus élevé chez les musulmans que chez les «non-musulmans» ; le niveau d'antisémitisme augmente avec la religiosité et le niveau de fondamentalisme, mais il est aussi élevé chez ceux qui se disent d'origine musulmane ; de plus, les corrélations avec la discrimination et les variables socio-économiques sont faibles.

En France, «*La Commission nationale consultative des droits de l'homme publie chaque année les statistiques des incidents racistes, antimusulmans, xénophobes et antisémites. Entre 1994 et 2011, les données publiées comprennent une catégorie indiquant les auteurs "arabo-musulmans" de tels incidents. Cette catégorie est devenue chaque année, à partir de 2000 et jusqu'en 2011, le groupe le plus important d'auteurs identifiés de violences antisémites, dépassant en nombre les auteurs issus de l'extrême droite* »⁴

En France, les deux groupes les plus importants qui se livrent à des actes antisémites sont celui des musulmans et celui des individus de gauche et d'extrême gauche ; ces deux premiers groupes commettent plus d'actes antisémites que les groupes d'extrême droite et les chrétiens, selon une étude menée en 2013 par l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne : «*Dans ces huit pays européens [Belgique, France, Allemagne, Hongrie, Italie, Lettonie, Suède et Royaume-Uni], les plus nombreux parmi les auteurs présumés de tels actes étaient des musulmans selon les victimes : ils étaient à l'origine de 40 % des menaces et actes de violence, et de 27 % des cas de harcèlement* »⁵

La France, la Belgique et les Pays-Bas étant les pays d'Europe qui abritent le plus de musulmans d'origine maghrébine sont aussi ceux où l'on observe le plus de manifestations d'hostilité vis-à-vis des Juifs. Autant l'identification ethnique des victimes est aisée, autant celle des coupables d'agressions antisémites est impossible puisque les statistiques européennes se refusent désormais à les mentionner. Un seul pays indique l'origine ethnique des agresseurs antisémites : l'Allemagne préfère incriminer les étrangers ou les personnes d'origine étrangère pour des actes antisémites que d'incriminer les Germano-Allemands. Dans le reste de l'Europe, la France en tête, on n'indique pas les origines des agresseurs, ce qui donne lieu à toutes sortes de polémiques, comme a pu le constater après les agressions commises à Cologne et dans d'autres villes d'Europe, le jour du Réveillon, à la fin de l'année 2015.

Pour ce qui concerne les motivations des agressions antisémites commises par des jeunes d'origine musulmane, les explications avancées se situent à plusieurs niveaux :

- la situation au Moyen-Orient (les Juifs européens sont considérés comme des alliés des Israéliens) ;
- des facteurs religieux (la judéophobie évidente du Coran et des textes théologiques musulmans)⁶ ;

passionnel» et des «valeurs irrationnelles» ; et, de l'autre, les «considérations théologiques» de l'islam qui «condamnaient les Juifs à une éternelle soumission au sein de la société musulmane». Pour lui, dans le second cas, il s'agit de «structures logiques cohérentes d'une pensée sacrée». Mais cette analyse ne nous rassure pas du tout, car lorsque le sacré se mêle au politique ou au social, cela aboutit à des catastrophes : des guerres de religion européennes aux affrontements entre sunnites et chiites actuels, sans oublier le nettoyage ethnique des Juifs puis des chrétiens. Et aujourd'hui les fondamentalistes juifs d'extrême droite au pouvoir en Israël en alliance avec le Likoud.

4.

https://www.lemonde.fr/idees/article/2018/04/24/Günther-jikeli-l-antisemitisme-parmi-les-musulmans-se-manifeste-au-dela-des-islamistes-radicaux_5289764_3232.html?random=1632611589

5. *Idem.*

6. Rappelons, pour ceux qui l'ignorent (c'est-à-dire la majorité des gens de gauche et d'extrême

- la Charte du Hamas ou d’autres documents de l’islam politique ;
- des causes sociales (les Juifs sont considérés en Europe comme des individus incarnant la richesse, le pouvoir ou en tout cas la réussite sociale, etc.). Pour P.J. Luizard (2019), «*C’est sur ce même anticapitalisme dévoyé, nourri de ressentiment anticolonial, que se développe aujourd’hui le nouvel antisémitisme qui sévit dans nos banlieues parmi des jeunes issus de l’immigration maghrébine. Un Juif ne peut être que riche, d’autant que les Juifs sont citoyens français depuis plus d’un siècle alors que beaucoup de jeunes issus de l’immigration peinent à se sentir citoyens français du seul fait du droit du sol.*»

A Paris, Berlin et Londres, selon Günther Jikeli, les arguments sont les mêmes chez les «jeunes musulmans» :

- ils puisent dans l’antisémitisme classique (théories du complot, stéréotypes du type «les Juifs sont riches», et on en a vu les conséquences avec l’assassinat d’Ilan Halimi, le cambriolage, l’agression et le viol commis à Créteil⁷ en 2014, etc.), **antisémitisme qui n’a rien de spécifiquement musulman, puisqu’il est aussi catholique et de français** ;

- les jeunes musulmans ont des opinions négatives à l’égard des Juifs (les Juifs/les Israéliens tuent délibérément les enfants⁸, ce qui peut expliquer le climat émotionnel, même en dehors de ce qui se passe en Palestine ; si on a cette image constamment dans la tête, il n’est pas étonnant que la haine des Juifs se répande) ;

- les opinions négatives des musulmans à l’égard des Juifs se rapportent à une identité ethnique, ou musulmane, ou à l’islam («les musulmans n’aiment pas les Juifs», «les musulmans et les Juifs sont des ennemis» ; ce type de pensées devient identitaire ; et cet identitarisme est encouragé par la droite comme par la gauche – voire de plus en plus l’extrême gauche et une bonne partie du mouvement anarchiste) ;

- beaucoup d’opinions négatives à l’égard des Juifs ne font même pas l’objet d’une rationalisation et d’une justification (le sentiment qu’il est normal, naturel, de haïr les Juifs ou d’employer le terme de Juif ou de «feuj» comme une insulte banale cf. l’encadré ci-dessous⁹) ; il est très difficile d’échapper à ce climat ; en effet, si quelqu’un refuse d’employer ce mot, il est lui-même traité de «Juif».

gauche) que Adam était, paraît-il, musulman (cf. «Ādam le Premier Prophète Messager et le Premier Homme» <https://www.islam.ms/adam-premier-prophete-messager-premier-homme/>), tout comme Noé et, parmi beaucoup de Juifs, Abraham, Moïse et Jésus (cf. <https://www.islamweb.net/fr/fatwa/88906/L%E2%80%99Islam-%C3%A9tait-la-religion-dAdam-et-de-tous-les-proph%C3%A8tes>). Rappelons aussi que la Torah juive serait une déformation d’un enseignement musulman (la *Tawrat*) communiqué par Allah à Moïse AVANT le Coran, etc. Quand les musulmans parlent des «religions DU Livre», ils font **uniquement allusion au Coran**, pas à la Torah ou à l’Ancien Testament qui n’en sont que des versions «falsifiées»... selon eux.

7. <https://www.lejdd.fr/societe/creteil-douze-ans-de-reclusion-pour-lagression-antisemite-dun-couple-en-2014-140249>

8. Depuis le massacre du 7 octobre 2023 commis par le Hamas, on a pu voir ce thème massivement diffusé dans tous les médias qui tiennent une comptabilité («précise» ?) du nombre d’enfants tués par l’État d’Israël lors des bombardements.

Laacher, Bensoussan, et l'antisémitisme musulman : une différence infime... du moins sur ce sujet

Lors d'un débat sur France Culture, dans l'émission d'Alain Finkielkraut, Georges Bensoussan cita, en la déformant un peu, l'analyse de Smaïn Laacher : «*Un sociologue algérien [...] vient de dire [...] : "C'est une honte que de maintenir ce tabou, à savoir que dans les familles arabes en France, et tout le monde le sait mais personne ne veut le dire, l'antisémitisme, on le tète avec le lait de sa mère"*». Sa déclaration provoqua une longue et intense polémique et un procès pour racisme alors que les propos de Laacher ne firent l'objet d'aucune critique, ni à l'époque ni quelques années plus tard quand il les réitéra. Qu'avait déclaré exactement Laacher ? «*Cet antisémitisme, il est déjà déposé dans l'espace domestique. Il est dans l'espace domestique et il est quasi naturellement déposé sur la langue, déposé dans la langue. [...] Des parents à leurs enfants... quand ils veulent les réprimander, il suffit de les traiter de juif. [...] toutes les familles arabes le savent. C'est une hypocrisie monumentale que de ne pas voir que cet antisémitisme, il est d'abord domestique.*» Et quelques années plus tard Laacher, après les attentats de 2015, reprit le même discours dans *Le Monde* : «*[...] C'est précocement que la langue de la maison, de l'entre-soi, s'apprend sur le mode du "Cela va de soi". Elle est enracinée bien avant toute scolarisation. Elle est déjà là. Et sur cette langue de l'intérieur et donc de l'intériorité sont déposés les mots qui désignent les gens haïssables et les gens "bien" que l'on donne en exemple, ceux que l'on doit fréquenter et ceux que l'on doit impérativement éloigner de soi et des siens. [...]. Celui ou celle qui prend le visage du Mal (le mot doit être dit), quelqu'un de presque banal, pense que son salut ne pourra résulter que de l'élimination des "impurs". Dans cette aventure mortifère, le juif n'est pas seul visé. L'accompagnent tous les blasphémateurs, mécréants et profanateurs de toutes sortes. A-t-on oublié que la haine était un idéal universel ?*»⁹

Le fait que «*le juif*» ne soit pas le seul visé par la haine, mais que cela aussi le cas des athées ou des agnostiques, ne nous rassure pas du tout, contrairement à ce distingué sociologue ! Sur le fond, Laacher exprime de façon ampoulée ce que disait Bensoussan de façon crue, mais de la «*langue, intime, familiale*» au «*lait de la mère*» le risque d'essentialisation des «*musulmans*» est exactement le même si l'on prend au sérieux ces déclarations ! La seule différence entre Laacher et Bensoussan est que ce dernier tient régulièrement des propos xénophobes et antimusulmans : «*Aujourd'hui, avait-il déclaré dans cette même émission, nous sommes en présence d'un autre peuple [?!] au sein de la nation française, qui fait régresser un certain nombre de valeurs démocratiques qui nous ont portés [...]. Il n'y aura pas d'intégration tant qu'on ne se sera pas débarrassé de cet antisémitisme atavique qui est tu comme un secret.*»

Bref, la gauche associative (MRAP, LDH, SOS Racisme) et le CCIF se sont servi de propos xénophobes et antimusulmans d'un intellectuel juif **pour mieux nier, lors de ce procès, l'existence d'un antisémitisme musulman en France aux conséquences meurtrières** depuis au moins 2006. Telle est la triste réalité qui n'absout pas pour autant la xénophobie de Bensoussan et de ses complices, dans les deux ouvrages collectifs qu'il a supervisés : *Les territoires perdus de la république* (2004) et *Une France soumise* (2017).

9. (https://www.lemonde.fr/idees/article/2016/01/21/l-antisemitisme-une-histoire-de-famille_4851498_3232.html?random=603396743)

Dominique Schnapper, qui a mené une enquête avec Chantal Bordes-Benayoun (cf. leur livre *La condition juive en France. La tentation de l'entre-soi*, PUF, 2009) aboutit aux mêmes conclusions : même si les Juifs restent la minorité la mieux acceptée en Europe et en France, **les actes antisémites augmentent alors que les opinions antisémites¹⁰ ont tendance à devenir de plus en plus faibles**, du moins jusqu'en 2014.

Depuis cette date, on constate, dans toute la population française, une revitalisation des vieux clichés antisémites (la prétendue «solidarité» qui unirait les Juifs, leur rapport supposé au pouvoir et à l'argent) dans tous les milieux sociaux et pas simplement chez les musulmans, de culture ou de religion. Ces stéréotypes se combinent avec des opinions favorables («le judaïsme fait partie de la culture française», «les Juifs ont beaucoup apporté à l'art et à la littérature», etc.). Néanmoins, plus de la moitié de la population française pense que les Juifs sont plus attachés à Israël qu'à la France – opinion qui revitalise un vieux cliché antisémite sur la double allégeance, le cosmopolitisme ou l'apatridie des Juifs.

Pour ce qui concerne les musulmans français, on retrouve, d'après cette enquête, les mêmes stéréotypes que chez les non-musulmans ; simplement les musulmans les expriment de façon plus fréquente et plus intense (pour la majorité des musulmans sondés, les Juifs détiennent le pouvoir médiatique, économique et politique ; et ces musulmans pensent qu'on a accordé un poids excessif au judéocide). Par ailleurs, les musulmans pratiquants sont plus nombreux à adhérer aux stéréotypes judéophobes que les musulmans non pratiquants. Cela ne les empêche pas d'émettre une opinion positive sur l'intégration des Juifs en France, de considérer que le judaïsme fait partie de la culture française et même que l'islam et la religion juive ont de nombreux points communs. En revanche, pour ce qui concerne Israël, l'image des Juifs et l'image d'Israël se mélangent, Juifs, sionistes et Israéliens se confondent souvent, et l'image d'Israël est négative.

Dans ce même sondage, les Juifs interrogés se disent très inquiets pour leur sécurité en France et la majorité d'entre eux jugent que «l'islam n'est pas compatible avec les valeurs de la République», ce qui est plutôt inquiétant quant à leur positionnement sur l'échiquier politique – si l'on considère que ce sondage repose sur un échantillon représentatif de la population juive. Le livre-enquête de Serge Moati (2017) cite, lui aussi, d'innombrables et ignobles propos racistes contre les «Arabes» prononcés par des Français juifs souhaitant partir en Israël, ou ayant déjà fait leur *alya*.

* SITUATION FRANÇAISE

Selon Simon Epstein, Dieudonné M'Bala et Alain Soral ont su

– contourner les limitations légales actuelles : comme ils ne peuvent pas répandre légalement et ouvertement leur venin antijuif, ils utilisent l'antisémitisme et l'humour plus difficile à réprimer que la propagande antisémite écrite ;

– s'adapter à l'évolution technique, employer Internet, Youtube, les réseaux sociaux pour conquérir des publics nouveaux afin d'éviter d'être poursuivis par la loi Gayssot.

Dieudonné, comme Faurisson à la fin des années 1970, trouve même des gens de gauche pour vouloir discuter sérieusement avec lui, comme s'il était un interlocuteur respectable. Non seulement les militants d'Europalestine et de la librairie Résistances¹¹, mais aussi l'essayiste Pierre Tevanian,

10. C'est aussi l'opinion de Nonna Mayer qui «défend la thèse d'une non-répercussion dans l'opinion de la hausse des actes antisémites» (S. Ghiles-Meilhac, 2015) et pour qui «l'opinion publique française n'est pas antisémite»

11. Résistances : cette librairie parisienne «anti-impérialiste» et «antisémitiste» a été créée par deux ex-militants de *Lutte Ouvrière*, par ailleurs membres de la CAPJPO (ce groupe dit «antisémitiste» créé en 2002 présenta une liste Europalestine avec Dieudonné en juin 2004 et le soutint lors de son procès

signataire de l'Appel des Indigènes, qui débattit avec lui¹² en juillet 2005 Le texte original de ce dialogue entre un philosophe «antisioniste» et un militant antisémite se trouvait sur le site Les Ogres mais ce dernier a disparu).

Tout mouvement qui se prétend «antisystème» attaque les Juifs (l'argument selon lequel les «antisystème» ne seraient pas antisémites ne date pas d'aujourd'hui).

13 février 2006 : Ilan Halimi est assassiné, après avoir été longuement torturé. La plupart des groupes d'extrême gauche et anarchistes ainsi qu'une partie de la gauche nient farouchement qu'il s'agit d'un acte antisémite¹³.

en avril 2004 ; plusieurs articles défendirent Dieudonné sur le site de la CAPJPO et deux de ses représentants témoignèrent à son procès). Ils finirent par se fâcher avec ce «comique» antisémite mais ils ont invité dans leurs murs Gilad Atzmon, musicien juif qui tient des discours délirants contre la gauche juive et sur les Juifs ; Paul-Emile Blanrue, autour d'un livre bourré de sous-entendus antisémites (*Sarkozy et les Juifs*) ; et des écrivains conspirationnistes comme Thierry Meyssan et Webster G. Tarpley. Suite à une agression dont ce local a été victime, agression menée par des sionistes d'extrême droite, ces animateurs ont écrit dans une lettre circulaire : *«les agressions subies à plusieurs reprises par la librairie Résistances (...) visaient de toute évidence à bâillonner la défense des droits du peuple palestinien, mais aussi la contestation plus générale de l'idéologie du "choc des civilisations", du racisme, ainsi que l'information régulièrement disponible sur toutes les autres luttes : celles des sans papiers, des peuples d'Amérique Latine, d'Afrique noire...»*. On voudrait les croire malheureusement, P.-E. Blanrue se fout comme de ses premières chaussettes des «droits du peuple palestinien» comme allait le montrer son évolution politique ultérieure – en réalité il fréquentait déjà Faurisson et les milieux négationnistes bien avant d'être chouchouté par les «antisionistes» (il amena d'ailleurs l'avocat de Faurisson à un rassemblement de soutien devant la librairie Résistances !) mais son vrai visage apparut beaucoup plus clairement après son film de 90 minutes avec Faurisson en 2011.

12. <http://www.prochoix.org/cgi/blog/index.php/2005/09/21/349-quand-dieudonne-croise-un-indigene-de-la-republique>

¹³. Cf. mes articles écrits et publiés en 2006 :

«Des caricatures de Mahomet à l'assassinat d'Ilan Halimi Une partie de la "gauche radicale" joue les "musulmans" contre les "juifs"» (21/2/2006) <https://nfnf.eu/spip.php?article299> ;

«Le meurtre d'Ilan Halimi et le malaise de la gauche multiculturaliste (26/2/2006)», <https://nfnf.eu/spip.php?article1099> ;

«Du meurtre d'Ilan Halimi à celui de Chaïb Zehaf: le racisme dans sa continuité» (février 2006) <https://nfnf.eu/spip.php?article299> .

* **Classes sociales et opinions politiques parmi les Juifs de France**

En 2007, Erik H. Cohen publie *Heureux comme Juifs en France*. Il s'agit de la plus récente étude sociologique, qui présente les travaux démographiques et sociologiques antérieurs et fournit un certain nombre de renseignements statistiques sur le «collectif juif» en France.

Selon E.H. Cohen, en 2002, il y avait 500 000 Juifs en France plus 75 000 non-Juifs faisant partie de leur entourage immédiat (enfants, femmes, maris, etc.). En pourcentage, entre 1988 et 2002, l'évolution sociale aura été la suivante :

	1988	2002	
- Artisans :	8,30	3	
- Commerçants		19,40	9,66
- Industriels/ Chefs d'entreprise		2,80	6
- Cadres supérieurs/ Professions libérales et intellectuelles		38,90	40,25
- Cadres moyens		18,10	13,78
- Employés	11		25,24
- Ouvriers	1,30		1,77
- Agriculteurs		0,10	0

L'évolution la plus importante à signaler est que plus de 50% des Juifs sont désormais des salariés, et non plus des artisans ou des petits commerçants. On assiste à la quasi-disparition des artisans et à une forte baisse des commerçants. Face à ceux qui n'ont que le mot «banque Rothschild» à la bouche (comme ce fut le cas lors du mouvement des Gilets jaunes), qu'ils soient de gauche ou de droite, on voit aussi que 27% des Juifs sont des petits salariés, qu'ils font partie de la classe ouvrière (effectifs auxquels certains gauchistes ajouteraient certainement une partie des cadres moyens ou supérieurs, vu qu'ils appartiennent souvent à ces catégories sociales), et que les patrons et les chefs d'entreprise ne représentent que 6% des Juifs.

Sur le plan politique, E.H. Cohen note un net virage à droite en 2007, confirmé par l'enquête de Jonathan Hayoun et Judith Cohen-Solal (2019). Ayant contacté à la fois les responsables locaux du CRIF ou du Consistoire dans une bonne douzaine de villes gérées par le Front national, elles confirment que la mobilisation anti-FN (RN) est de plus en plus faible chez les notables du collectif juif : certains par souci (fidèle à l'israélitisme d'avant-1945) de ne pas faire de vagues pour ne pas attiser l'antisémitisme ; d'autres par peur de l'islamo-djihadisme ; d'autres par sympathie pour une partie des thèses du Front national : nationalisme, xénophobie voire racisme anti-Arabs.

Cette évolution politique est inséparable, même si les auteurs ne le soulignent pas, de l'affaiblissement de la composante ouvrière et employée (27 %) dans le collectif juif, et de la progression régulière de la petite bourgeoisie salariée et des professions libérales (53%) dont les positions politiques sont très modérées (de droite, centristes ou social-libérales) dans la population française en général.

2012 : Mohammed Merah tue trois enfants juifs (Myriam, Gabriel et Arieh) et un adulte et blesse grièvement un adolescent (Bryan) dans une école de Toulouse. La gauche, l'extrême gauche et une pléthore de journalistes et de «spécialistes» nient ou minimisent la dimension antisémite de son acte¹⁴.

Certains libertaires se livrent à des raisonnements alambiqués qui aboutissent à rendre les «sionistes» responsables des attentats de Toulouse, tout en refusant clairement de nommer ceux qui, «dangereux, naïfs ou peu politisés» «seraient tentés de faire de Merah un martyr de la cause palestinienne» : «*Quand l'émotion légitime et naturelle provoquée par le massacre de Toulouse sera la même pour les milliers d'enfants afghans que l'OTAN tue impunément et sans que personne ne s'en indigne ? La vie des soldats "morts pour la France" vaut-elle davantage que ceux morts "à cause de la France" ? Un des prétextes revendiqués par Merah était de vouloir venger les enfants palestiniens. Ceci n'est pas anodin et fait la joie des nervis d'Israël, tous disposés à imputer aux militants propalestiniens la responsabilité de ces crimes en raison de leur engagement. Merah, ainsi que tous les mouvements politiques, organisations et actions antisémites, ne sont que les idiots utiles des sionistes. Ces derniers profitent de l'antisémitisme pour légitimer leur propagande faisant d'Israël le seul pays où les Juifs seraient en sécurité afin d'encourager leur immigration dans l'État hébreu. C'est une question de survie aujourd'hui pour Israël, effrayé par la forte démographie des Palestiniens qui pourrait à terme remettre en cause leur domination identitaire raciste sur le territoire de la Palestine historique. Ainsi, Mohamed Merah se fait le meilleur allié du sionisme en l'aidant à perpétuer pour encore longtemps sa domination coloniale ! Voici le meilleur argument à utiliser contre tous ceux, dangereux, naïfs ou peu politisés, influencés par des discours haineux et antisémites, qui seraient tentés de faire de Merah un martyr de la cause palestinienne !*» Nicolas Pasadena (*Alternative libertaire*).

Dans le même genre, mais sur un ton encore plus ridicule, on pourra aussi lire la prose d'un groupuscule maoïste¹⁵ qui, sous couvert d'une «analyse scientifique» marxiste prend au sérieux, comme Alternative libertaire, les arguments «antisionistes» de Merah.

Le communiqué de l'UJFP rédigé le 25 mars 2012 ne dénonce pas la dimension antisémite des meurtres de Merah mais rend Israël et le très réactionnaire CRIF coresponsables...vdes crimes du djihadiste !!!! «*Nous, nous affirmons au contraire : la politique criminelle pratiquée par Israël à l'encontre du peuple palestinien tout entier, au mépris du droit international, met en danger la paix et la cohésion de toutes les sociétés, de la nôtre en particulier. [...] Notre colère est grande à l'encontre des gens du CRIF, représentants autoproclamés des juifs français qui se taisent à chaque tuerie d'enfants palestiniens perpétrée par l'armée "la plus démocratique du monde", qui se taisent quand ici même, des groupes entiers d'hommes, de femmes et leurs enfants sont stigmatisés, arrêtés, enfermés, expulsés. Qui se taisent enfin devant les discours racistes et xénophobes des plus hauts représentants de l'État. Eux qui se disent «les gardiens de la mémoire», la manipulent pour soutenir une politique criminelle. [...] À tous ceux-là, nous leurs disons aujourd'hui qu'ils portent eux aussi une lourde responsabilité morale et politique dans ces drames qui nous bouleversent tous.*») L'UJFP présente Merah simplement comme «*l'auteur des tragédies [?!] de Toulouse et de Montauban*» et se contente de dénoncer des «*formes d'action individuelles, criminelles et suicidaires*». Par contre, cette organisation considère, à juste titre, Breivik non seulement comme un assassin mais comme un **militant** d'extrême droite – deux poids deux mesures ?

14. Cf. mes articles des 19 et 26 mars 2012 : «La tuerie de Toulouse à l'école Ozar Hatorah est un acte antisémite – n'ergotons pas !» (<https://npnf.eu/spip.php?article326>) et «L'extrême gauche saura-t-elle réfléchir après les meurtres antisémites de Toulouse ?» (<https://npnf.eu/spip.php?article975>).

15. Réflexions sur la tuerie de Toulouse» <http://servirlepeuple.over-blog.com/article-reflexions-sur-la-tuerie-de-toulouse-102360878.html>.

L'UJFP est même allée jusqu'à attaquer bêtement les médias pour avoir mentionné que les corps des victimes de l'école Ozar Hatorah seraient rapatriés en Israël («*Des médias ont affirmé que les corps des victimes juives seraient "rapatriés" en Israël, comme si la patrie de tout juif était forcément Israël.*»). En dehors de la mesquinerie de cette remarque, l'UJFP ne s'est même pas demandé si les victimes avaient une partie de leur famille dans ce pays — ce qui était effectivement le cas pour les Sandler et les Monsenego (les deux familles victimes de l'attentat de Toulouse), et pour environ 78% des ménages juifs français selon Erik H. Cohen¹⁶ !

Quant à la porte-parole du PIR, sa réaction est tout aussi ignoble. Mme Houria Bouteldja, dans son texte «Mohammed Merah et moi» (2012), cite le nom de la mère du tueur djihadiste et fait longuement état de sa compassion à l'égard de cette femme mais ne daigne pas mentionner les noms des cinq victimes de l'assassin (la cinquième, un adolescent de 15 ans, Bryan Bijaoui – qui a tenté de sauver la petite Maryam, et a été atteint de plusieurs balles – a passé un mois et demi dans le coma et ne pourra plus jamais mener une vie normale). Un «oubli» qui est tout sauf anodin, surtout chez quelqu'un comme la porte-parole du PIR qui est, paraît-il, animée par un grand «amour révolutionnaire» envers les Juifs, du moins si j'en crois le titre de son dernier opus¹⁷ ..

A partir de 2012 l'extrême gauche et une partie des libertaires entament une chanson qui nie l'antisémitisme, sur le thème «Halte à l'islamophobie» quand on assassine des enfants juifs¹⁸ . Cette chanson sera reprise aussi au moment des meurtres antisémites de Coulibaly à l'Hypercacher de Vincennes en janvier 2015.

Ni l'assassinat d'Ilan Halimi en 2006, ni les meurtres antisémites commis par Merah en 2012 et par Coulibaly en 2015 ne susciteront de solidarité vis-à-vis des Juifs de France. La gauche, l'extrême gauche et une partie des anarchistes nieront la dimension antisémite des tortures ayant abouti à la mort de Halimi en 2006, et à partir de 2012 elles défendront une ligne carrément négatrice de l'antisémitisme sous prétexte que les véritables victimes des meurtres antisémites ne seraient pas les Juifs (les quatre Juifs assassinés à Toulouse en 2012, les quatre clients juifs de l'Hypercacher en janvier 2015) mais les... musulmans !

16. <http://obs.monde.juif.free.fr/pdf/jeunes-juifs-de-france.pdf> .

17 Cf. mes articles: «Mohamed Merah, Houria Bouteldja et la compassion à deux vitesses» (<https://nfnf.eu/spip.php?article360>) ; «Mme Bouteldja falsifie C.L.R. James au service d'un "antisémitisme progressif" (sic).. imaginaire !» (<https://nfnf.eu/spip.php?article444>) ; et la partie intitulée «Le PIR minimise et manipule l'antisémitisme» dans «Dialogue autour du PIR: articulation entre antiracisme et lutte de classe» (<https://nfnf.eu/spip.php?article253>) .

18. <https://unionantifascistetoulousaine.wordpress.com/2012/04/18/mohamed-merah-victoire-de-la-haine/> Ce communiqué d'anarchistes – dont certains militent à Alternative libertaire, puisque la section locale d'AL reproduit leur article (<http://alternativelibertaire-toulouse.over-blog.org/article-uaat-mohammed-merah-victoire-de-la-haine-103687920.html>) le 20 avril 2012 sans le moindre commentaire – ne dit pas un mot contre l'antisémitisme !

*** Les transformations profondes intervenues parmi les Juifs de France reflètent des transformations qui touchent toute la société**

Pour terminer, il nous faut élargir un peu l'analyse et nous demander si la confusion qui règne par rapport à la dénonciation de l'antisémitisme n'a pas des causes plus larges que les faiblesses de la gauche ou les traditions antisémites françaises.

Peut-être faut-il s'interroger sur la portée de certaines transformations sociales, et la façon dont elles ont influencé les Juifs en France, en changeant la manière dont ils se perçoivent eux-mêmes et dont ils sont considérés par les non-Juifs.

Plusieurs phénomènes liés les uns aux autres doivent être évoqués :

– la crise du modèle républicain a provoqué au moins trois types de réactions diverses : un raidissement laïco-républicain borné (et xénophobe non assumé surtout dans la gauche modérée) ; un renforcement des idéologies nationalistes et xénophobes ; l'apparition ou le développement d'idéologies identitaires (religieuses, sexuelles, régionales, ethniques, etc.) ;

– la décentralisation par l'État entreprise à partir de 1982 (préparée, à gauche voire à l'extrême gauche par l'apologie des vertus des régionalismes dans les années 1970) a ouvert de nouvelles opportunités pour les religions, y compris pour les Juifs. Elle a donc commencé à changer les rapports entre les «communautés» religieuses et l'État ;

– les hommes et les femmes politiques ont de plus en plus recours au religieux, notamment au niveau municipal pour imposer le calme social ;

– le religieux, qui n'avait jamais disparu, effectue un retour en force dans la sphère publique¹⁹ ;

– les théories de la déconstruction, qui ont pris leur essor dans les années 1970, ont fini, ce qui était leur but, par affaiblir considérablement l'influence des idéologies révolutionnaires classiques (marxismes, anarchismes). Ces théories ont eu des effets de sidération sur les militants d'extrême gauche ou libertaires, qui ont abandonné les rares principes politiques qu'ils défendaient encore timidement ;

– l'incapacité des gouvernements comme des militants à garder une boussole et donc à comprendre ces phénomènes et à les insérer dans une perspective globale.

Pour ce qui concerne les évolutions en cours depuis les années 1960/1970: *«Ce n'est donc que le nouveau contexte culturel et politique de la France des années 1970 – revalorisation des “différences” et des cultures particulières – qui a autorisé, pour les juifs également, l'expression publique et collective de leur identité, à l'occasion d'événements spécifiques les concernant en particulier (guerres israélo-arabes de 1967 et 1973, résurgences de manifestations antisémites)»* (M. Cohen, 2000).

Depuis leur émancipation en septembre 1791, les Juifs ont progressivement assimilé l'idée que leur identité juive était secondaire par rapport à leur «*identification politique à la nation française*». Ils ont accepté le fait que leur religion soit «privatisée» ; ils ont accompagné le mouvement de séparation des religions et de l'État (qui culmina en 1905 avec la séparation entre l'Église catholique et la Troisième République). Ils ont adhéré à une vision selon laquelle «*l'unité culturelle et politique de la nation*» était «*assurée au niveau de l'État, englobant et réduisant sa diversité culturelle*» (*idem*).

Leurs rapports avec Israël étaient très distanciés, comme en fit l'expérience Jacob Tsur, ambassadeur de ce pays en France entre 1953 et 1960 : *«un jour où il rendait visite à la communauté juive de la ville [de Strasbourg] il y fut accueilli très fraîchement. On fit savoir tout de go au diplomate*

19. Cf. mon article «Les quatre cavaliers de l'obscurantisme : États, religions, idéologues, ONG» (<https://nfnf.eu/spip.php?article809>).

israélien qu'il ne représentait rien de bien particulier, en vérité, pour eux. Ils se sentaient exclusivement, passionnément français et Israël était pour eux, à bien y réfléchir, une "nation étrangère"» (Ghiles Meilhac, 2011). Si les rapports entre les juifs français et Israël ont considérablement changé, c'est que leur identité s'est complexifiée.

Selon Martine Cohen (2000), nous sommes entrés dans une nouvelle phase, qui redéfinit en profondeur les rapports entre religion et politique – et touche donc aussi les musulmans et les chrétiens : «Trois pôles privilégiés d'identification et d'affirmation juive sont apparus depuis les années 1970, selon une chronologie que l'on peut déterminer approximativement ainsi : le pôle de la solidarité avec Israël (solidarité politique mais aussi intérêt pour la langue et la culture israéliennes) ; celui des cultures juives (des diverses diasporas juives) et de la mémoire du génocide ; puis le pôle religieux (avec un renouveau multiforme de la pratique et de l'intérêt pour la tradition). A cette pluralisation des registres de l'identité juive s'ajoute un autre processus, inverse de celui opéré au XIX^e siècle, la "déprivatisation" : la dimension collective de l'identité juive» (idem). Pour cette sociologue «l'appartenance nationale (inclusion) n'est plus forcément prédominante ou exclusive», parce que le «schème ancien de l'englobement du particulier (juif) dans le national-universel français» n'est plus le seul à opérer dans les rapports entre l'État, les individus et les «communautés» (généralement invisibles dans la tradition républicaine française).

Reprenons maintenant certains de ces éléments.

A) DEPUIS LA LIBERATION, LES GOUVERNEMENTS FRANÇAIS ONT TOUJOURS VANTE LA SUPERIORITE DU MODELE SOCIAL ET POLITIQUE REPUBLICAIN. Ce modèle était ouvertement assimilationniste par rapport aux religions et aux cultures des minorités, y compris les cultures bretonnes, basques, occitanes, etc. Face à la crise de ce modèle depuis cinquante ans, on a vu apparaître au moins trois réactions différentes :

- un raidissement de l'idéologie républicaine laïque ;
- un essor des idées xénophobes, nationalistes et protectionnistes à gauche comme à droite ;
- le développement de courants identitaires chez les immigrés récents, leurs descendants mais aussi chez les Juifs.

Si l'antisémitisme a été un fonds de commerce permanent du FN jusqu'en 2010, depuis que Marine Le Pen a pris le pouvoir au sein du parti, cette clientèle-là n'est plus flattée officiellement par les provocations calculées de Jean-Marie Le Pen. Cependant, lorsqu'on lit les interviews d'ex-militants du FN ou les livres des sociologues qui ont côtoyé longtemps des militants de ce parti, on se rend compte que l'antisémitisme n'a nullement disparu à la base et même chez ses cadres ; simplement, il n'a plus le droit de s'exprimer publiquement sur les réseaux sociaux et dans les médias.

Cela a amené certains dirigeants du CRIF comme Roger Cuckierman à saper la lutte contre l'antisémitisme, puisque ce monsieur est prêt à donner un brevet de respectabilité au FN. Il a été suivi plus récemment par Serge Klarsfeld qui a déclaré, en 2024, que le RN aurait «abandonné l'antisémitisme, le négationnisme» et se rapprocherait «des valeurs républicaines» tout comme Richard Prasquier, ancien président du CRIF est apparemment «satisfait de l'évolution du RN».

Quant à l'extrême gauche et aux libertaires, ils sont tellement obsédés par ce qu'ils appellent l'antisionisme qu'ils participent involontairement à la prétendue «dédiabolisation» du FN en mettant en avant toutes les tentatives récentes du FN pour s'acoquiner avec des politiciens israéliens, en soulignant que certains électeurs juifs envisagent de voter FN, en expliquant que le FN serait devenu «sioniste²⁰», etc.

20. L'usage de ce terme est devenu tellement courant à l'extrême droite et à l'extrême gauche qu'il a perdu son sens originel (partisan de la création d'un Etat juif) pour devenir un terme codé servant à désigner les Juifs, les Israéliens et tous leurs amis «enjuivés». Les fascistes n'osent plus employer ce mot, donc «sioniste» l'a avantageusement remplacé. Cela leur permet de se dire «antisionistes» et de répandre la confusion avec la complicité d'une partie des gauchistes et des libertaires.

B) LE SECOND PHENOMENE NOUVEAU ET IMPORTANT QUI A ACCOMPAGNE CETTE CRISE DU MODELE REPUBLICAIN JACOBIN EST L'INTRODUCTION DE LA DECENTRALISATION.

Selon O. Guland et M. Zerbib (2000), «*On sait également que Mai 68 se traduisit par une libération des énergies différentialistes, régionalistes et antijacobines. Les Français apprirent à redécouvrir leurs racines.*»

Cette décentralisation a été précédée par l'apologie du régionalisme qu'a soutenue la gauche dès les années 1970. A ce propos, il est amusant de noter que, dans un livre publié en 1981, Emmanuel Todd et Hervé Le Bras affirmaient qu'il existait de nombreuses cultures régionales en France bien vivantes. Selon Phyllis Cohen Albert (1990), c'est cette même année que Mitterrand a promu le «droit à la différence» et la «démocratie culturelle». Dans un rapport rédigé pour le ministre de la Culture, Jack Lang, en 1981, l'auteur établit une liste des groupes minoritaires en France, parmi lesquels il distingue les «*communautés essentiellement formées par des citoyens français vivant des situations culturelles transnationales*²¹» dont les Juifs, les Tsiganes et les Arméniens. Même si ce document n'eut aucune conséquence institutionnelle directe, il exprimait bien les préoccupations des socialistes de l'époque et d'une partie de la «classe intellectuelle» de gauche.

Le soutien à SOS Racisme allait dans le même sens, SOS qui prônait la création d'une «république métissée», expression de son immense confusion politique, puisque le métissage est avant tout une notion raciale.

Sous couvert d'une rhétorique progressiste, ou en tout cas libérale, les gouvernements de gauche et de droite ont cassé progressivement le modèle centralisé de gestion de la société par l'État ; ils ont commencé à sous-traiter une partie de ses fonctions aux régions, voire à des échelons moins importants, aux associations. Cela a ouvert de nouvelles opportunités à toutes les religions qui manquaient d'espace, soit qu'elles fussent en perte de vitesse comme l'Église catholique, ou en plein essor comme l'islam. Mais cela a influencé aussi les institutions juives qu'elles soient religieuses (Consistoire) ou politiques (CRIF), pour qui les Juifs ont le droit «*de contester la politique du gouvernement français et demander que soient reconnues les sensibilités particulières des Juifs*» (P. Cohen Albert, 1990).

Dans sa charte adoptée en 1977, le CRIF considère que le gouvernement doit «*inclure l'histoire juive dans les manuels scolaires*» parce que «*les anciennes valeurs juives inspirent le système de valeurs de la République*». Depuis 1983, le CRIF n'est «*plus présidé, de droit, par le président du Consistoire central ou par son représentant*» ; il est «*désormais élu, pour trois ans avec un mandat renouvelable une fois*». Cela a confiné «*la représentativité du Consistoire au plan strictement religieux*» ; un pôle politique a «*émergé parmi les institutions du judaïsme organisé, qui englobe lui-même le pôle religieux (le Consistoire) et le pôle social et culturel (le Fonds social juif unifié, créé en 1949)*», (M. Cohen, 2000). Les rapports «*privé/public et individu/État*» ont donc été «*déstabilisés*». Ces «*affirmations identitaires et religieuses*» juives se sont manifestées dans la même période que les «*mouvements régionalistes des années 1960-1970*» et que «*tous les courants de revendication identitaire en fait, en particulier lorsque ceux-ci ont critiqué l'État jacobin et son caractère "assimilateur"*» (*idem*).

La critique dite «décoloniale», à la mode aujourd'hui dans les milieux universitaires et gauchistes, et la «racialisation» social-démocrate (le «Black/Blanc/Beur» de SOS Racisme au début des années 80) puis celles des identitaires de la gauche tiers-mondiste (Blancs/non-Blancs, racisés et autres concepts qui revalorisent le bon sens racial populaire et populiste) font partie de la même régression politique – en tout cas, du point de vue de la lutte de classe²².

21. Cité par S. Ghiles-Meilhac in E. Tartakowsky et M. Dimenstein, dir., 2017.

22. Cf. mes articles : «La racialisation des questions sociales mène à une impasse» (2007), <https://nfnf.eu/spip.php?article271> ; «Du "Black/Blanc/Beur" à la "race sociale". La confusion s'épaissit chez les gauchistes gaulois», (2015), <https://nfnf.eu/spip.php?article256> ; « "Blancs" et

Face à ces phénomènes, on comprend que les Juifs assimilationnistes de gauche et d'extrême gauche²³ aient été déboussolés, puisque leur logiciel s'était arrêté en 1941, aux propos de Marc Bloch qui dans sa dernière lettre écrite avant d'être fusillé par les Allemands écrivit : «*Je meurs, comme j'ai vécu, en bon Français.*»

Ils n'ont pas compris que les Juifs, comme tous les individus vivant en France, avaient évolué dans leur rapport à l'État jacobin et à la République, et qu'il n'y avait nul besoin de chercher les preuves d'un «complot sioniste» pour comprendre les raisons proprement «autochtones», françaises, européennes et internationales de cette évolution du CRIF, et de l'évolution très conservatrice du Consistoire.

C) LE RECOURS AU RELIGIEUX PAR LES POLITIQUES ET LE «RETOUR DU RELIGIEUX» ONT EU DES CONSEQUENCES SUR LE JUDAÏSME FRANÇAIS.

Pour ce qui concerne le recours au religieux, des équipes municipales de droite et de gauche ont mis en place une gestion clientéliste en fonction des communautés religieuses (saupoudrage ethnico-religieux sur les listes municipales, subventions plus ou moins déguisées à tel ou tel culte ou association culturelle). Cette attitude a poussé en retour celles-ci à mieux s'organiser et à faire du lobbying.

Le recours au religieux des politiques a accompagné le fameux et discutable «retour du religieux». Ce dernier s'est traduit, au sein du Consistoire, par un raidissement théologique, des divergences encore plus grandes avec les courants «libéraux» ou «réformés» du judaïsme, des débats finalement assez semblables à ceux qui agitent l'islam sur les prétendus «dangers» de la mixité :

- refus de la participation des femmes à la commission administrative de la communauté juive de Strasbourg de 1976 à 1990 ;
- refus d'élire des femmes dans les consistoires du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle jusqu'en 2006 ;
- nécessité pour les femmes d'obtenir l'accord de leur mari pour divorcer religieusement; si leur époux refuse, elles n'ont pas le droit de se remarier ni d'avoir des enfants, par contre leur ex-mari, lui, a tous les droits ;
- présence d'un rideau pour séparer les hommes et les femmes dans certaines synagogues ;
- séparation des hommes et des femmes dans certains centres communautaires juifs ;
- certains cercles d'étude sont réservés aux hommes ; d'autres interdisent à une femme d'interpréter des textes religieux face à un public mixte²⁴, etc.

"Blacks"... la régression gauchiste rejoint la propagande d'extrême droite »,

<https://nfnf.eu/spip.php?article496> (2017) ; ; «“ Blanchité “ et “races sociales” : un festival de contradictions et de contorsions théoriques» (2018), <https://nfnf.eu/spip.php?article543> ; «Du Juif-Sémite au Juif-Blanc, raciste et satanique» (2020), <https://nfnf.eu/spip.php?article776> .

23. Les descendants (politiques ou familiaux) de ces Juifs assimilationnistes (qui, hier, étaient staliniens, sociaux-démocrates ou trotskystes) sont devenus désormais des identitaires à la sauce décoloniale-« antisioniste »-tiersmondiste, cf. par exemple le Collectif Tsedek ou, dans une moindre mesure, les JJR.

24. Exemples cités dans Dominique Schnapper, Chantal Bordès-Benhayoun et Freddy Raphaël, *La condition juive en France. La tentation de l'entre-soi*, PUF, 2009, p. 88-89. Deux autres auteurs, S. et V. Malka (2016), racontent une anecdote similaire: lorsque Nicole Borstein, aujourd'hui présidente du CRIF de la région Auvergne-Rhône-Alpes, était candidate à la présidence de cette association, le grand rabbin de Lyon lui fit signer «*un engagement selon lequel elle ne demanderait pas à prendre la parole à la synagogue*» ; encore aujourd'hui «*il n'est pas question qu'elle puisse être invitée à faire un discours devant la gent masculine*». Mais ces discriminations contre les femmes

Ce **raidissement théologique** a été en partie, mais pas seulement, le fait des Juifs originaires d'Afrique du Nord qui représentent aujourd'hui environ 75 % des Juifs de France. Ils venaient de pays où il y avait des écoles, des maisons d'étude, des académies juives, des juges rabbiniques, voire des fonctionnaires juifs (étiquetés comme tels dans des sociétés majoritairement musulmanes), du moins jusqu'à la fin des années 1950 ; de plus, ils vivaient **dans des quartiers à part, séparés²⁵ des communautés chrétienne et musulmane** (à l'exception de la minorité riche qui vivait dans le quartier «européen» comme en Algérie). On peut se demander si cette expérience et cette vision du monde n'ont pas influencé leurs enfants et petits-enfants, même si les historiens et sociologues débattent encore du rôle principal ou secondaire de ce facteur.

Selon Jean-Christophe Attias, interviewé par *L'Express* en 2016 :

«[...] la majorité des juifs de France sont originaires de pays arabes. Ils ont gardé la mémoire, hier magnifiée, aujourd'hui plutôt noircie, de ce qu'a pu être la vie de leurs ancêtres en terre d'islam et de la façon dont cela s'est terminé. Ils projettent ainsi sur Israël et les périls qui le menacent ce qu'ils ont gardé de cette expérience. D'autre part, on a assisté à une évolution, que l'on peut dater de 1967 et que les conflits suivants n'ont fait que confirmer. Seulement deux décennies après la Shoah, la guerre des Six-Jours, après avoir fait planer la peur de sa disparition, a spectaculairement fait passer Israël du côté des vainqueurs.

«Après le soulagement est venue la fierté. 1967 a redonné du destin juif une image positive. Les juifs n'étaient plus seulement des victimes, ils étaient capables de se défendre – et même d'aller au-delà. A partir de là, en diaspora, on a pu constater un réveil de l'identité juive. Un réveil d'abord culturel, n'impliquant d'ailleurs pas forcément, alors, une adhésion sans réserve à l'idéal sioniste.»

Selon B. Philippe (1997), la transplantation des Juifs d'Afrique du Nord «qui a souvent abouti à un déclassement social et surtout à une déperdition de leur identité a été durement ressentie par de nombreux juifs “pieds noirs” perdus dans les banlieues des grandes villes. Comment retrouver la chaleur d'un judaïsme prophétique qui régit chaque instant de la vie, dans une société civile, laïque et impersonnelle ?»

Cette historienne signale aussi un «autre phénomène qui renouvelle les mentalités de la communauté juive française», c'est-à-dire «la montée d'une nouvelle génération, née après la guerre en même temps que l'État d'Israël, une génération obsédée par une époque qu'elle n'a pas vécue [...]. Pour ces jeunes juifs, souvent coupés de toute vie religieuse, l'identification au judaïsme se fait par la voie de la lutte contre l'antisémitisme. [...] Parce qu'en 1967, c'est au Proche-Orient que semble se préparer un nouvel holocauste, parce qu'Israël symbolise la renaissance et la résistance du peuple juif, cette génération place au premier plan de ses préoccupations le soutien à l'État hébreu», attitude qui serait aussi celle des juifs venus d'Afrique du Nord, selon B. Philippe.

Quoi qu'il en soit, cet essor de la visibilité publique de la religion et de la culture juives pour des raisons diverses a abouti à ce que O. Guland et M. Zerbib (2000) appellent «l'émergence d'un “marché” juif, au sens commercial mais aussi associatif» qui se traduit par :

– un accroissement considérable du nombre de synagogues, de centres communautaires (qui organisent des repas, des conférences, des voyages, etc.), de cercles culturels, de boucheries et de magasins casher. En 1960, il y avait 30 lieux de culte en Ile-de-France, près de 240 sont apparus dans

sont très anciennes : au Moyen Age, dans les synagogues «presque rien n'était prévu pour les femmes, qui dans le meilleur des cas étaient regroupées dans une pièce ou un bâtiment voisin communiquant avec la synagogue par une fenêtre» ; de plus, si les garçons apprenaient à lire et écrire, «les filles n'avaient, elles, pas officiellement accès au savoir» (E. Benbassa, 2000).

25. Cette séparation n'était pas toujours, ou seulement, imposée par le statut de *dhimmi* d'où la complexité du problème. Elle correspondait aussi à des choix individuels et collectifs des Juifs : il était plus pratique pour eux, s'ils voulaient acheter une alimentation casher, aller à la synagogue et donner une instruction religieuse à leurs enfants, de vivre dans une rue ou un quartier où l'on trouvait déjà ces services.

cette région depuis. Il existe des centaines d'oratoires et de synagogues, dont une partie sont rattachés au Consistoire, alors que d'autres sont indépendants (notamment ceux des intégristes loubavitch ou des juifs «libéraux», plus ouverts à la réforme). Le développement des oratoires de quartier est *«la conséquence directe de l'accroissement impressionnant du nombre de fidèles de stricte observance qui ne se déplacent qu'à pied le samedi, conformément à la Loi, et recherchent des espaces de prière à proximité immédiate de leur domicile»* (Moïse Cohen, in O. Guland, M. Zerbib, 2000) ;

– une augmentation des vocations pour le *«séminaire rabbinique, qui connaissait jusque-là une crise de recrutement»* (S. et V. Malka, 2016), augmentation concomitante à une *«radicalisation des autorités du culte, considérées comme de plus en plus “alignées” sur l'orthodoxie [religieuse] israélienne»* (O. Guland et M. Zerbib, 2000) ;

– la création de quatre radios juives (pas vraiment «progressistes» ou même modérées d'ailleurs !) à partir de 1982 où certaines marques n'hésitent pas à lancer des slogans communautaires ;

– une augmentation des signes extérieurs de religiosité dans l'espace public (port plus fréquent de la kippa, du chapeau noir traditionnel à large bord, des papillotes, etc.) ;

– une concentration (par voie de déménagements) des Juifs les plus pratiquants dans certains quartiers ;

– des changements d'orientation dans l'éducation des enfants : des parents juifs en plus grand nombre ont décidé de donner une culture religieuse à leurs enfants, ce qui a abouti à un développement de l'enseignement confessionnel juif.

«L'école juive a connu ces dernières années, un développement très important et scolarisé plus d'un quart des enfants juifs. Cette évolution vers plus d'éducation juive touche toutes les tendances de la communauté et s'est accélérée depuis 2000, avec le sentiment d'insécurité lié aux agressions à caractère antisémite. [...] Plus de 70% des Juifs ont fréquenté une école ou un mouvement de jeunesse juif», mais en même temps *«les mariages mixtes sont en constante augmentation, atteignant quelque 40% des unions chez les moins de trente ans»* (Laurent Klein, 2006). Après la seconde guerre mondiale, seulement un millier d'enfants était scolarisé dans des écoles juives, aujourd'hui ils sont plus de trente mille. En clair, la population a doublé, alors le nombre d'élèves a été multiplié par trente.

Ce développement de l'enseignement confessionnel a lui-même été parallèle à l'augmentation de l'antisémitisme dans les écoles publiques (1/3 des actes racistes dans les écoles impliquent des enfants juifs, qui ne représentent que un pour cent des élèves²⁶).

Ces phénomènes ont correspondu avec *«la disparition progressive des “notables” au profit d'authentiques militants, au sein des équipes dirigeantes des associations juives»* (O. Guland et M. Zerbib, 2000). Selon A. Wieworka, *«un notable existe en dehors de son identité juive»* ; *«en revanche, un militant a besoin d'une reconnaissance»* et peut souhaiter *«que son action communautaire lui serve de tremplin pour une carrière nationale – politique, par exemple»* (idem).

Comme l'explique Joseph Sitruk *«La norme “juif à la maison, citoyen dans la rue” s'est métamorphosée en “Juif partout et Français toujours»* (idem).

Ce qu'A. Wieworka exprime d'une autre façon : *«on est passé progressivement, après la Révolution et l'émancipation du Juif à l'israélite [...]. Ce qui vient de se produire, avec une rapidité inouïe, c'est le passage de l'israélite au Juif. Qu'on le veuille ou non le modèle républicain traditionnel est derrière nous. Il n'y a plus dans notre pays de Français de confession mosaïque. La séparation entre la sphère publique et privée (on était juif à la maison, citoyen indifférencié à l'extérieur) est dépassée. [...] La République ancienne manière, qui niait l'existence de communautés et supposait un épanouissement individuel, n'est plus en phase avec l'évolution de la société globale, de la société juive en particulier. Une partie des Juifs se vivent eux-mêmes comme appartenant à une*

26. <http://www.akadem.org/sommaire/colloques/l-antisemitisme-en-france-xixe-xxie-siecle/comment-repondre-a-l-antisemitisme-16-03-2016-790964660.php>, cf. la première intervention faite en 2016 par Jean-Pierre Oblin à ce colloque sur l'antisémitisme.

«communauté» et ils sont désormais perçus comme tels par les non-Juifs, y compris par le pouvoir politique» (*idem*).

Les médias ont monté en épingle et dramatisé ces phénomènes qui touchent toute la société française en se focalisant beaucoup plus sur les musulmans que sur les Juifs (par crainte d'alimenter l'antisémitisme et surtout par lâcheté et préjugés de classe), mais ces évolutions sont sans doute aussi importantes dans les deux «communautés» en formation.

De plus, Selon Martine Cohen, les évolutions apparues chez les Juifs de France (à peu près un quart d'entre eux sont impliqués, selon O. Guland et Michel Zerbib) ont influencé les attitudes des musulmans. En effet, les associations culturelles musulmanes ont observé la façon dont les associations juives géraient leurs rapports avec l'État, et elles ont tenté d'en tirer les leçons. Leçons d'autant plus complexes que cet État, au cours de son histoire, a souvent changé d'attitude vis-à-vis de la minorité juive : émancipation des Juifs en 1791 ; imposition d'un Consistoire national en 1807 et de consistoires départementaux par Napoléon ; décrets discriminatoires de 1808 ; décret Crémieux donnant la citoyenneté française aux Juifs d'Algérie le 24 octobre 1870 ; abolition du décret Crémieux en 1940 (sans la moindre pression allemande) et lois antisémites de Vichy (Statut des juifs du 3 octobre 1940), etc.

On peut observer des hésitations et des contradictions semblables pour ce qui concerne le statut des «musulmans» dans l'empire colonial français. Une très petite minorité étaient des citoyens français de plein droit et furent traités comme des individus égaux. Encore aujourd'hui, tantôt l'État traite directement de questions religieuses (voile, burqa, gestion de la Mosquée de Paris, etc.) avec les États dont sont originaires les immigrés maghrébins et leurs descendants français (impliquant donc que les musulmans vivant en France seraient en fait toujours des étrangers, en tout cas des citoyens entre guillemets, même s'ils ont une carte d'identité française) ; tantôt le gouvernement tente de mettre en place une sorte de «Consistoire musulman», en faisant preuve d'autant de préventions et de soupçons contre les musulmans que Napoléon en eut à l'égard des Juifs.

D) LES THEORIES DE LA DECONSTRUCTION ET L'ESSOR DES IDEOLOGIES IDENTITAIRES.

A force de vouloir «déconstruire» la domination, un certain nombre d'intellectuels antimarxistes des années 1970 et, à leur suite, des militants qui s'autoproclament «radicaux» se sont mis à multiplier les combats contre «des dominations» multiples et éparpillées, sur des terrains de lutte séparés et sans lien entre eux, au nom d'une critique de l'universalisme dit «occidental». Plus question de lutter ensemble, entre exploités de sexe, d'origine nationale ou ethnique et/ou d'orientation sexuelle différentes pour se libérer d'une exploitation, d'une oppression et d'une répression imposées par les classes dominantes. Plus question de se libérer des hiérarchies que ces classes dominantes utilisaient pour imposer et justifier leur domination. Non, désormais chacun doit lutter pour les intérêts catégoriels de son groupe d'appartenance soigneusement délimité [caractérisé par le sexe, la race, le « genre » (?!) et/ou les orientations sexuelles] contre un autre groupe d'appartenance, toutes classes confondues, qui est censé vouloir imposer ses normes sexistes, racistes, homophobes, lesbophobes, transphobes, etc., et incarner «le pouvoir» ou la domination la plus détestable.

Comme l'a affirmé João Bernardo dans un débat sur le site brésilien Passa Palavra :

«L'idéologie identitaire est devenue insupportable pour un grand nombre de personnes à partir du moment, où au lieu de seulement affirmer certaines identités, elle en est venue à nier les autres. Sous des prétextes variés, chaque identité revendique, pour elle-même, le droit d'être placée au sommet d'une nouvelle hiérarchie sociale. Ce refus agressif des autres identités, et en particulier des identités majoritaires, est l'un des mécanismes de fragmentation idéologique et organique des travailleurs en tant que classe.

La lutte contre les discriminations – concernant le sexe, la couleur de peau, les préférences sexuelles – est indispensable. Le problème est que les identitaires dirigent cette lutte de manière supraclassiste (ou multiclassiste), en confondant, dans les mêmes mouvements, les discriminations qui peuvent exister dans le camp des capitalistes avec celles qui existent dans le camp des travailleurs; d'autre part, ils conduisent cette lutte comme s'il s'agissait de favoriser l'ascension au

pouvoir de nouvelles élites ; par conséquent, ils se préoccupent davantage de l'accès aux hautes sphères, à l'administration des entreprises, aux gouvernements et aux parlements, que, par exemple, de l'accès des femmes aux métiers ouvriers du bâtiment où elles ne sont pas représentées.

Ainsi, la lutte contre les discriminations, au lieu de servir à construire une nouvelle conscience de la classe ouvrière, aboutit, au contraire, à fragmenter et à diluer cette conscience. Les travailleurs disparaissent en tant que tels ou, tout au plus, ils sont présentés comme une autre identité spécifique, ce qui équivaut à refuser la notion de classe.»

Résultat : la lutte de classe des exploités contre les exploités, des prolétaires contre les bourgeois, des exécutants contre les dirigeants, est complètement passée à la trappe. Sous couvert de «l'autonomie» des luttes (pour les plus radicaux) ou du «respect des différences» (pour les plus modérés), on en est désormais venu à louer les vertus de la lutte des «Blancs» contre les «non-Blancs», des homos, des transsexuels, des queer ou des bisexuels contre les hétéros, des femmes contre les hommes, des «indigènes» contre les «souchiens», etc., tout cela au nom d'une sororité ou d'une fraternité catégorielles et mythifiées.

Si le pouvoir est diffus, alors on ne peut plus lutter qu'entre frères ou sœurs de race, de « genre » (?) ou d'orientation sexuelle identique²⁷.

Dans un tel climat, aussi, certains juifs ont transformé leur judéité ou leur judaïté en une espèce de concentré de toutes les vertus morales et éthiques, exactement comme certains mouvements féministes, homosexuels ou ethniques l'ont fait avec leur univers d'analyse et de revendications. Ils réagissent ainsi à de vieux clichés anti-judaïques chrétiens qui, pendant des siècles, ont associé le judaïsme à l'égoïsme, à l'immoralité, au sectarisme et à l'intérêt pour les querelles mesquines.

D'autres Juifs de gauche ou d'extrême gauche, inversement, ont cru voir dans le sionisme l'incarnation du mal absolu, du nazisme, en adoptant une attitude contradictoire, d'un côté hypercritique par rapport à **une religion** (le judaïsme) **et un nationalisme** (le sionisme, considéré comme monolithique) ; de l'autre en ayant une attitude acritique face à une autre religion (l'islam), à d'autres nationalismes (palestinien, catalan ou kurde, par exemple), d'autres courants politiques (islam politique), quand ils ne sont pas mis à faire l'apologie de la théologie de la libération au nom d'une critique du rationalisme et de l'universalisme des Lumières ; ou l'apologie de l'islam politique au nom de la lutte contre l'impérialisme américain (mais bien sûr jamais contre les impérialismes russe, chinois, pakistanais ou indien qui n'oppriment aucun peuple – c'est bien connu).

Avec cette grande foire aux identités, où chaque minorité veut apparaître plus opprimée que les autres, s'est instaurée une concurrence entre les «communautés de victimes» qui a abouti, contre les minorités juives, à diaboliser le sionisme et même toute tentative de conserver et transmettre les leçons du judéocide²⁸.

27. Sur le terrain des préférences sexuelles, les plus radicaux (en paroles) s'embourbent dans d'innombrables contradictions. D'un côté, ils veulent imposer l'idée que les hommes hétérosexuels sont des «dominants» ; de l'autre, ils considèrent qu'aucune identité sexuelle n'est figée, donc que chaque individu a la possibilité de passer à sa guise (selon son humeur) du camp des «dominants» hétérosexuels à celui des «dominés» homosexuels, bi, queer, trans, etc.

Sur le terrain dit racial ou ethnique, c'est l'inverse : les identitaires radicaux abandonnent l'éloge de la «fluidité» des identités sexuelles pour défendre la rigidité et l'étanchéité totale des races («sociales», c'est plus chic) et des ethnies et interdire ou condamner le métissage.

Pas étonnant qu'avec de telles «théories», on aboutisse au primat du témoignage personnel et intime sur la réflexion politique. Pas étonnant non plus que l'on puisse changer d'alliés comme de chemise, en fonction des opportunités qui se présentent.

28. Cf. mon article sur le livre de Danny Trom, *La promesse et l'obstacle. La gauche radicale et le problème juif*. <https://nfnf.eu/spip.php?article565>.

Chaque minorité se définissant à la fois comme la plus opprimée et la plus détentrice de valeurs (au choix : libératrices, spirituelles, ethniques, etc.), cela a poussé aussi les majorités ethniques, notamment en Europe, à se définir principalement en termes ethniques, ou ethnico-culturels, et à inventer des notions loufoques comme le «racisme antifrançais», le «racisme anti-Blancs» ou la «christianophobie» en Occident.

E) **Face à cette fragmentation sociale, en partie voulue par les gouvernants mais dont les effets n'ont pas été prévus, du moins dans le cadre français, la classe politique s'est elle-même crispée et n'a fait qu'hésiter sans cesse entre des stratégies opposées** : de la bagarre pour créer le CFCM à sa critique virulente ; de la convocation permanente à l'Élysée de représentants des religions, quand ce n'est pas la présence de responsables musulmans français en Irak pour négocier la libération d'otages, à la critique du «communautarisme» musulman ; du rêve d'organiser un «islam à la française» qui rappelle fort l'attitude de Napoléon I^{er} vis-à-vis des Juifs, au rappel de la neutralité de la laïcité, etc. Pour le moment, peu de décisions concrètes et durables ont été prises. Les politiciens privilégient les rappels abstraits à la devise de la République. Et au triptyque liberté-égalité-fraternité, ils ont ajouté en catimini la laïcité, comme le découvrent les étrangers qui demandent la nationalité française.

* Conclusion

Aujourd'hui l'extrême gauche et la plupart des libertaires non seulement ne se mobilisent plus contre l'antisémitisme (cf. Bagneux 2006 ; Toulouse 2012, Paris 2015 et 2024) mais **ils «théorisent» leur abstention, ce qui permet à certains d'entre eux de justifier leurs alliances avec des groupes favorables à l'extrême droite musulmane** (Hezbollah, Hamas, Frères musulmans). Pour eux, l'ennemi principal est devenu l'islamophobie, «donc» (selon une logique absurde !) ils minimisent l'antisémitisme, ou le nient, au lieu de mener des luttes communes face à toutes les formes de racisme et d'antisémitisme.

L'antisémitisme a ses spécificités historiques et politiques que ce livre a essayé d'exposer, mais aussi de nombreux points communs au niveau des mécanismes de rejet, de discrimination ou d'extermination avec les diverses formes de racisme. Nous ne devons choisir ni la hiérarchisation, ni la négation, mais mener un combat commun REEL (pas simplement au niveau des discours).

L'attitude de la gauche, de l'extrême gauche, de l'«ultragauche» et d'une grande partie des anarchistes vis-à-vis des manifestations d'antisémitisme au sein du mouvement des Gilets jaunes, ou leurs réactions face au massacre de masse commis par le Hamas le 7 octobre 2023 n'ont fait que confirmer cette tendance. Si la manifestation du «Jour de colère» (le 26 janvier 2014) incluait une puissante composante fasciste et antisémite, les actes 1 à 20 des Gilets jaunes ont vu une convergence de plus en plus nette entre l'extrême gauche, l'ultragauche «autonome» et l'extrême droite, tous unis derrière *La Marseillaise* et le drapeau tricolore, qui sont des symboles «révolutionnaires» paraît-il. Et nos radicaux d'extrême gauche ou d'ultragauche étaient tellement convaincus de leur influence politique qu'ils ont attribué à leur mouvance l'inscription du tag «Augmentation du RSA» sur l'Arc de Triomphe le 1^{er} décembre 2018 par «Sanglier» un néonazi antisémite²⁹ !

Yves Coleman, 5 février 2024

29. <http://www.leparisien.fr/faits-divers/saccage-de-l-arc-de-triomphe-le-tagueur-d-ultradroite-surnomme-sanglier-incarcere-17-01-2019-7990938.php>

Articles de la série sur L'histoire des Juifs en question(s)

- Cinq étapes importantes dans l'histoire des Juifs de France depuis 1791 <https://nfnf.eu/spip.php?article1044>
- De l'émancipation des Juifs à la création des consistoires <https://nfnf.eu/spip.php?article1047>
- De la coupure de 1870 à la première vague d'immigration des Juifs d'Europe de l'Est <https://nfnf.eu/spip.php?article1048>
- Une intelligentsia républicaine juive et un rabbinat favorables à l'impérialisme français, paternalistes vis-à-vis des Juifs du Maghreb et hostiles au... sionisme avant 1914 ! <https://nfnf.eu/spip.php?article1049>
- Première guerre mondiale et évolution des migrations (juives et autres) <https://nfnf.eu/spip.php?article1051>
- L'entre-deux-guerres <https://nfnf.eu/spip.php?article1061>
- Vichy, les Juifs et la Résistance <https://nfnf.eu/spip.php?article1060>
- Quatre vagues internationales d'antisémitisme depuis 1945 <https://nfnf.eu/spip.php?article1064>
- 1945-1960 <https://nfnf.eu/spip.php?article1133>
- 1960-1974 <https://nfnf.eu/spip.php?article1134>
- 1974-1983, <https://nfnf.eu/spip.php?article1135>
- 1983-1993 <https://nfnf.eu/spip.php?article1139>
- 1993-2000 <https://nfnf.eu/spip.php?article1140>
- 2000-2024

Sources citées

- Tomer Bar-Lavi, *Migration and the «new antisemitism». An Examination into a Potential Source of Rising Antisemitic Incidents*, maîtrise présentée à la faculté des sciences sociales de l'Université hébraïque de Jérusalem, 2018
- Esther Benbassa, *Histoire des Juifs de France*, Seuil, 2000 (2^e éd.).
- Pierre Birnbaum, *Histoire politique des Juifs de France. Entre universalisme et particularisme*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1990
- André Chouraqui, *Histoire des juifs en Afrique du Nord*, tome 2 (*Le retour en Orient*), Editions du Rocher, 1998
- Erik H. Cohen, *Heureux comme Juifs en France*, Editions Akadem et Elkana, 2007
- Martine Cohen : «Les juifs de France. Modernité et identité», *Vingtième siècle* n° 66, avril-juin 2000
- Martine Cohen : «Juifs et musulmans en France : le modèle républicain d'intégration en question», *Sociétés contemporaines* n° 37, 2000
- Martine Cohen, «Les déclinaisons historiques du franco-judaïsme et ses critiques contemporaines.», *Archives de sciences sociales des religions* n° 144, octobre-décembre 2008.
- Phyllis Cohen-Albert, «L'intégration et la persistance de l'ethnicité chez les juifs dans la France moderne», in Pierre Birnbaum (dir.), *Histoire politique des Juifs de France*, PNFSP, 1990
- Samuel Ghiles Meilhac, *Le CRIF, de la Résistance juive à la tentation du lobby*, Robert Laffont, 2011
- Olivier Guland et Michel Zerbib, *Nous Juifs de France* (douze entretiens avec des personnalités juives), Bayard, 2000
- Jonathan Hayoun et Judith Cohen-Solal, *La main du diable. Comment l'extrême droite a voulu séduire les Juifs de France*, Grasset, 2019
- David Hirsh, *Contemporary Left antisemitism*, Routledge, 2018
- Günther Jinkeli, *European Muslim Antisemitism : Why Young Urban Males Say They Don't Like Jews*, Indiana University Press, 2015
- Günther Jikeli, «L'antisémitisme en milieux et pays musulmans : débats et travaux autour d'un processus complexe», *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, 2015/2-3 (n° 62-2/3), <https://www.cairn.info/revue-d-histoire-moderne-et-contemporaine-2015-2-page-89.htm>

Pierre-Jean Luizard, *La République et l'islam. Aux racines d'un malentendu*, Tallandier, 2019
 Salomon et Victor Malka, *Le grand désarroi. Enquêtes sur les juifs de France*, Albin Michel, 2016
 Serge Moati, *Juifs de France, pourquoi partir ?* Stock, 2017
 Béatrice Philippe, *Etre juif dans la société française. Du Moyen Age à nos jours*, Editions Complexe, 1979, 1997
 Béatrice Philippe, *Les Juifs et l'identité française*, Odile Jacob, 2016
 Dave Rich, *The Left's Jewish Problem :Jeremy Corbyn, Israël and Antisemitism*, 2^e édition, 2018
 A.H. Rosenfeld (dir.), *Deciphering the new antisemitism*, Indiana University Press, 2015
 Dominique Schnapper, Chantal Bordes-Benayoun, *La condition juive en France, La tentation de l'entre-soi*, PUF, 2009
 Ewa Tartakowsky et Marcelo Dimentstein, *Juifs d'Europe. Identités plurielles et mixité*, Presses universitaires François Rabelais, 2017
 Danny Trom, *Persistance du fait juif. Une théorie politique de la survie*, EHESS/Gallimard, Seuil, 2018
 Danny Trom, *La France sans les juifs*, PUF, 2019
 Michel Wieworka (dir.), *La tentation antisémite. Haine des Juifs dans la France d'aujourd'hui*, Robert Laffont, 2005
 Robert Wistrich, «L'antisémitisme musulman, un danger très actuel», <https://www.memorialdelashoah.org/wp-content/uploads/2016/05/texte-reference-memorial-shoah-wistrich.pdf> (2002)

QUELQUES TEXTES CRITIQUES SUR LES REACTIONS DE LA «GAUCHE» FACE AU MASSACRE DU 7 OCTOBRE 2023

- * **Mitchell Abidor**, «La faillite morale de ma gauche. Une vue des Etats-Unis» <https://k-larevue.com/la-faillite-morale-de-ma-gauche-une-vue-des-etats-unis/>
- * **Tal Bruttman**, <https://k-larevue.com/entretien-avec-tal-bruttman-lhistorien-de-la-shoah-face-au-7-octobre/>
- * Felipe Catalani, «Déluge d'Al-Aqsa»: bain de sang, sacrifice et invitation au suicide <https://nfnf.eu/spip.php?article1108>
- * **Yves Coleman** :
 - Boucherie du Hamas du 7 octobre 2023 et bombardements meurtriers de l'État israélien. Existe-t-il vraiment des «lignes rouges» pour la gauche et l'extrême gauche "antisionistes"? <https://nfnf.eu/spip.php?article1069>
 - Le Hamas est-il un insaisissable «trou noir» pour la «gauche»? <https://nfnf.eu/spip.php?article1092>
 - Le Hamas peut remercier Mme Leila Seurat <https://nfnf.eu/spip.php?article1093>
 - Sur quelques «raisonnements» fallacieux de la gauche Hamas-ô-compatible <https://nfnf.eu/spip.php?article1129>
 - Norman Finkelstein peut-il tomber encore plus bas après ses déclarations sur le massacre du 7 octobre 2023 ? <https://nfnf.eu/spip.php?article1122>
- * **Daniel Randall**, «L'Holocauste comme injonction morale? La survie et la mémoire de l'Holocauste dans le sionisme et l'antisionisme» <https://nfnf.eu/spip.php?article1085>
- * **Spencer Sunshine**, «A propos des réactions de la gauche américaine face au massacre du Hamas» <https://nfnf.eu/spip.php?article1082>